



Contre les politiques d'austérité et le démantèlement global de la Protection de l'Enfance et de l'Action Sociale en Maine-et-Loire Retrait des Appels à Projets, Arrêt des réorganisations destructrices de l'Aide Sociale à l'Enfance



Les salarié(e)s du secteur privé et public sont fortement mobilisé(e)s dans le Maine-et-Loire pour s'opposer à la décision irresponsable du Conseil Départemental de mettre en concurrence les établissements de la protection de l'enfance **par le recours à des appels à projets qui ne sont que des appels d'offres déguisés**. Le Président du Conseil Départemental, Monsieur Gillet, a fait ce choix au détriment de la qualité des accompagnements et des expériences acquises depuis des décennies. Le 4 mai dernier, jour d'une mobilisation sans précédent des professionnels du secteur dans le Maine et Loire, **entre 600 et 700 personnes manifestaient dans les rues d'Angers pour dire leur refus de ces appels à projets**.

Aujourd'hui, suite aux résultats des appels à projets, **350 à 400 emplois sont menacés et la qualité comme l'éthique du travail social sont remises en cause**. Les jeunes et leur famille, les salarié(e)s du secteur, les services partenaires de la psychiatrie, de la protection judiciaire, du médico-social et nos collègues du département (service ASE et VSE) sont très inquiets et très en colère contre la politique menée par le Conseil Départemental.

Le secteur privé est attaqué et le secteur public est détruit progressivement à coup de réorganisations, de division des tâches, d'impossibilité à garantir ses missions de protection (sureffectif permanent, augmentation des durées de placement...). **Le service public est grandement remis en question et au bord du Burn Out général**.

Lors de la mobilisation du 4 mai 2017, une Assemblée Générale des salarié(e)s du secteur organisée par l'intersyndicale départementale Cfdt-CGT-FO-SUD a décidé à l'unanimité de poursuivre et d'amplifier la mobilisation en appelant l'ensemble des secteurs touchés, directement et indirectement, à rejoindre le mouvement avec pour seul mot d'ordre :

RETRAIT DES APPELS A PROJETS DANS LA PROTECTION DE L ENFANCE

Nous savons aujourd'hui que le Maine-et-Loire fait office de laboratoire en la matière et que les autres départements regardent avec attention ce qui se passe chez nous. Le président du Conseil Départemental du 49 nous a annoncé que des rencontres avec son homologue de l'Indre et Loire étaient prévues afin de mettre en œuvre la même procédure dans son département.

La bagarre menée en Maine-et-Loire doit donc s'étendre à l'ensemble du territoire français et nous appelons tous les salariés de l'action sociale et médico-sociale et des secteurs professionnels partenaires à se mobiliser pour s'opposer aux politiques de destruction d'un travail social de qualité

Osons dire non à la marchandisation de nos secteurs professionnels

Pour que le Maine-et-Loire ne soit pas le laboratoire de la mise en place des appels à projets dans la protection de l'enfance

Pour le refus de la mise en concurrence des établissements du social, du médico-social, du sanitaire....

Pour exiger des moyens suffisants et un service public de qualité

Pour un accompagnement de qualité des jeunes et de leur famille

Pour sauver les emplois menacés et la qualification des salarié(e)s du secteur

Pour le refus du moins disant et de la dislocation sociale de notre société

L'intersyndicale départementale CFDT, CGT, FO et SUD appelle les salariés des secteurs : social, médico-social et du sanitaire (public et privé réunis) et l'ensemble des personnes concernées à la **grève et aux débrayages le lundi 15 mai 2017.**

L'intersyndicale appelle également à une mobilisation progressive et massive de tous ces salariés au niveau régional et national pour s'opposer aux politiques d'austérité destructrices de leurs secteurs professionnels.

Le 15 mai, Rassemblement à 9h30 devant le Conseil Départemental du Maine-et-Loire (48 B boulevard Foch à Angers), lieu de départ de la manifestation.

**Assemblée Générale à 13h30 à la bourse du travail d'Angers
pour décider de la suite du mouvement.**

Monsieur Gillet et les élus du Conseil Départemental 49 doivent annuler purement et simplement leurs appels à projets !!!

